

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

Convention mutualisée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2020-2022

Monsieur le Conseiller municipal délégué, Abdi EL KANDOUSSI

En 2015, la Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap en formalisant une politique Handicap et en contractualisant avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), par la délibération n° 2014/563 du 17 décembre 2014.

Une convention signée du 1^{er} janvier 2015 au 31/12/2017 a permis de bénéficier d'un financement de plus de 950 000€ afin de réaliser les 10 fiches action du conventionnement définies dans les trois axes dans le projet :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Au-delà des subventions importantes (955 932€) dont la Ville a bénéficié pour mettre en œuvre sa politique handicap, l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, le pilotage du conventionnement a permis de structurer l'institution pour piloter efficacement cette politique et répondre aux objectifs formalisés dans la convention.

En 2018, un avenant est notifié pour proroger d'un an la convention de la Ville jusqu'au 31/12/2018.

Parallèlement, une réflexion s'est engagée sur le renouvellement de la convention et de son périmètre en raison de la mutualisation des fonctions Ressources Humaines de la Ville et de la Métropole.

Dans ce contexte, une démarche d'évaluation de la convention Ville 2015-2018 et un diagnostic organisationnel par un cabinet conseil ont permis de construire le projet de conventionnement mutualisé.

En avril 2019, le projet retenu est la reconduction du partenariat institutionnel en y intégrant la Métropole. Cette nouvelle convention permettra de poursuivre les actions engagées en faveur du maintien dans l'emploi et de l'intégration des personnes en situation de handicap à l'échelle des deux administrations rassemblées. La projection financière allouée par le FIPHFP est d'environ 850 000€ pour la période 2020-2022. La convention mutualisée comporte 6 fiches action :

- N° 1 Projet et politique handicap
- N°2 Gouvernance et organisation
- N°3 Accessibilité
- N°4 Recrutement
- N°5 Maintien en emploi
- N° 6 Communication

Les recettes du FIPHFP seront versées à la Ville de Montpellier, désignée comme chef de file. La convention étant un dispositif mutualisé, une partie des recettes sera redistribuée à la Métropole au prorata des actions prévues dans la convention.

Le projet de conventionnement a été présenté pour avis aux CHSCT et au Comité Local d'Engagement du FIPHFP pour validation du plan d'action et du financement.

La convention juridique sera éditée par le FIPHFP pour signature par toutes les parties en 2020. Un modèle de la convention ne peut donc être jointe à la présente délibération.

Par ailleurs, pour accroître son soutien aux employeurs publics, le FIPHFP a doté à chaque région d'un outil d'animation et de développement d'un large partenariat régional permettant de mobiliser les ressources disponibles au service de la mise en œuvre d'une politique publique d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Ce dispositif appelé Handi-Pacte pour l'emploi des personnes handicapées dans les trois fonctions publiques, affirme la pertinence d'une approche commune autour d'une démarche de plan d'action mobilisatrice des synergies sur l'emploi, le maintien dans l'emploi et l'insertion durable des personnes en situation de handicap.

Financé par le FIPHFP, Handi-pacte repose sur l'animation d'un réseau des correspondants handicap, des directeurs des ressources humaines et d'un comité des employeurs publics de la Région Occitanie animée par le préfet de région.

Les parties signataires s'engagent par cette charte à :

- Participer activement aux travaux du Handi-Pacte International ;
- Mobiliser leurs services appropriés au sein des établissements à l'occasion de ces travaux ;
- Favoriser la diffusion des expériences innovantes et des bonnes pratiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'inscrire les dépenses et les recettes correspondant au conventionnement avec le FIPHFP au budget de la Ville, chapitres 900 et 930 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention juridique, après approbation du comité local FIPHFP, la charte Handi-Pacte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191219-106592-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/19
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.